

L'islam en Europe, un conflit d'identités ?

Petites querelles de minarets, par Esther Benbassa

LE MONDE | Article paru dans l'édition du 05.12.09.

En France, c'est le débat sur l'identité nationale qui a ouvert la boîte de Pandore. Le débat sur les minarets est seulement venu s'y greffer, prenant le relais de celui sur la burqa. A l'heure de la mondialisation, notre pays, fragilisé, continue de reconstruire son identité contre l'Autre. Rien de très nouveau là-dedans. A l'ère de l'industrialisation, au XIXe siècle, qui fut aussi celle de la naissance de l'antisémitisme moderne, ne l'avait-il pas fait contre les juifs ?

Avec son obsession des minarets, la Suisse n'innove guère. Jusqu'à la Révolution, en France, les juifs n'étaient autorisés à construire une synagogue qu'à condition qu'elle ne soit pas visible de l'extérieur et que le culte ne s'entende pas au dehors. Après leur accès à la citoyenneté, en 1790-1791, bien après la réorganisation du culte juif par Napoléon, ils continuent à s'imposer la discrétion. Les synagogues nouvellement érigées, désormais dénommées "temples", font dans le néoroman, l'arabo-mauresque ou le romano-byzantin. L'idée étant qu'elles ne soient pas immédiatement identifiables comme lieux de cultes juifs.

En 1822, la première synagogue de la rue Notre-Dame-de-Nazareth à Paris ne portait aucun symbole juif extérieur, alors que ses homologues d'Europe centrale trônaient avec panache au centre des villes. Dans les années 1860, à Besançon, les habitants s'opposaient à la construction d'une synagogue au square Saint-Amour. La Suisse n'est pas la France, certes. Les commentaires qu'ont suscités chez nous les résultats de la votation helvète n'en dénotent pas moins la récurrence d'une peur ancienne, face aux autres monothéismes, dans un pays qui se dit laïc, mais qui est bel et bien resté chrétien. Oui, l'islam fait peur comme hier le judaïsme. Et aux musulmans d'aujourd'hui comme aux juifs d'hier, on demande de rester invisibles.

La République avait plus ou moins réalisé son rêve d'assimilation en faisant des juifs des israélites, en fait des Français de confession juive. Cette confession relevait de la sphère privée. Et lorsqu'on parle aujourd'hui d'intégration à propos des arabo-musulmans, français parfois depuis plusieurs générations, c'est au fond de ce dessein contrarié que l'on parle, le mot "assimilation" n'étant plus politiquement correct.

Projection malade

L'Europe, la France croient encore avoir à faire face, sur leur sol, à un islam conquérant. Projection malade de nations vieilles et conservatrices, regardant l'avenir avec des lunettes sombres. C'est dans ces moments-là qu'on interroge son identité nationale, et qu'on l'imagine homogène et figée. Mais avant de nous demander ce que c'est qu'être français, posons-nous la question de savoir si un étranger ou un descendant d'étranger le devient jamais vraiment.

Ni la discrétion de leurs lieux de culte, ni leur "assimilation", ni leur patriotisme n'ont suffi à faire des juifs de "vrais" Français. L'antisémitisme des XIXe et XXe siècles, la rupture de Vichy n'ont pas manqué de le rappeler. Dans *Le Monde* du 20 novembre, plus de deux siècles après l'Emancipation, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Richard Prasquier, se sent encore obligé de démontrer longuement que les juifs sont de bons citoyens français. Tout en signant d'un même mouvement - une vraie nouveauté pour le coup - le premier manifeste ouvert de la double identité des juifs de France.

"Ce que je voudrais exprimer ici, écrit-il, c'est la force complémentaire de ces deux identités, française et juive." Cette judéité, M. Prasquier la définit par une langue, l'hébreu, et par l'attachement à un foyer commun, Israël. Il répond ainsi, à sa façon, à la question de l'identité nationale, nécessairement composite. Cela étant, si la même revendication s'exprimait aussi clairement et officiellement du côté arabo-musulman, ne parlerait-on pas immédiatement de communautarisme ? Il ne s'agit pourtant là que de la manière dont presque toutes les "minorités" de ce pays se perçoivent elles-mêmes. Laquelle témoigne d'abord des nombreuses fidélités dont nous sommes tous porteurs. Elles sont seulement un peu plus "visibles" chez les groupes minoritaires, davantage enclins à les cultiver.

Nos politiques devraient avoir à coeur de puiser dans ce riche réservoir des recompositions identitaires contemporaines, plutôt que de diviser des nations plurielles par pur calcul électoraliste. Et déjà cesser de reproduire avec les musulmans le système d'inégalités qui frappait les non-musulmans en terre d'islam même.

Lorsque la chancelière Angela Merkel déclarait, en 2007, que les minarets des mosquées ne devraient pas être *"plus hauts que les clochers des églises chrétiennes"*, on ne pouvait pas ne pas y penser : l'islam exigeait lui aussi des chrétiens et des juifs que leurs édifices soient moins élevés que ceux des musulmans. Quelle régression !

Esther Benbassa est directrice d'études à l'Ecole pratique des hautes études (EPHE).